



Fonds pour l'environnement mondial

Résumé du document GEF/ME/C.28/1

Rapport d'activité du directeur du Bureau de l'évaluation du FEM

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/ME/C.28/1 intitulé *Rapport d'activité du directeur du Bureau de l'évaluation du FEM*, et pris note des évaluations en cours, de l'application de la politique de suivi et d'évaluation du FEM, du processus de consultation et des activités du Bureau en matière de coopération internationale et de gestion des connaissances, le Conseil charge le Bureau de l'évaluation de :

1. Continuer à réaliser des évaluations de portefeuille-pays ;
2. Proposer un Tableau synoptique de la performance des entités d'exécution à sa réunion de décembre 2006.

Résumé analytique

1. Le Bureau de l'évaluation du FEM effectue actuellement une série d'évaluations des questions transversales, des procédures et principes en vigueur dans l'institution, de l'aide du FEM et de son impact à l'échelon national. Certaines des évaluations proposées pour l'exercice en cours s'avèrent plus complexes que prévu et nécessitent la mise au point de méthodes et approches bien adaptées.

2. **L'Évaluation conjointe du cycle des activités et des modalités applicables** et l'évaluation du **Calcul du surcoût** sont en bonne voie et des rapports seront présentés au Conseil à sa réunion de décembre 2006. Suite à la préparation initiale d'un document préliminaire à l'**Évaluation des impacts**, un travail important a été réalisé pour définir le mode d'évaluation qui sera appliqué à une première étude pilote prévue en 2007. **L'Évaluation du renforcement des capacités** n'a pas pu démarrer comme prévu pendant l'exercice en raison du temps supplémentaire qu'il a fallu consacrer à l'évaluation de l'aide du FEM dans le cadre du Protocole de Cartagena. Un document

préliminaire sera publié sur le site web avant la fin de l'exercice 06. L'évaluation elle-même commencera pendant la première moitié de l'exercice 07.

3. Le Bureau a achevé sa première **Évaluation de portefeuille-pays** au Costa Rica. Le rapport final est présenté au Conseil sous la cote GEF/ME/C.28/5. Il ressort clairement de l'expérience que ce type d'évaluation est réalisable et utile. Le rapport recommande vivement de la rééditer. Sur la base de ce travail, le Bureau définit actuellement le cadre de référence d'autres évaluations de portefeuille par pays. Parmi les enseignements à tirer de cet exercice, notons qu'il est important de s'assurer du soutien des points focaux, de travailler avec des consultants fiables et indépendants, basés dans le pays, et d'établir des critères de sélection clairs et transparents pour décider des pays à évaluer.

4. Le Bureau ne cesse d'améliorer ses outils et méthodologies pour que son travail continu à porter la marque d'un grand professionnalisme. Par ailleurs, l'élaboration d'un **Tableau synoptique de la performance des entités d'exécution** a été lancée et cet outil fera partie du Rapport annuel de la performance du FEM dans les années à venir. Il comprend des indicateurs relatifs aux résultats et à la viabilité des projets, aux processus ayant un impact sur les résultats, à la qualité du suivi et de l'évaluation, et au transfert de connaissances. Il s'agit de fournir au Conseil une évaluation indépendante de la performance des Agents d'exécution, des Organismes d'exécution et du Secrétariat. Une fois ces entités consultées, une proposition sera présentée au Conseil à sa réunion de décembre 2006.

5. Le 6 février 2006, le Conseil a approuvé par courrier la nouvelle **politique de suivi et d'évaluation du FEM**. Le Bureau applique cette nouvelle politique à travers tout l'appareil du FEM à quatre niveaux différents : la diffusion de l'information, l'établissement de directives et de procédures administratives, l'appui aux activités de suivi, la supervision et les comptes rendus sur la performance.

6. Lors de sa réunion de novembre 2005, le Conseil a demandé au Bureau de préparer un projet de **programme de formation aux activités de suivi et d'évaluation**, et de le lui présenter en juin 2006, afin de sensibiliser les services compétents à la nouvelle politique et aux normes minimales applicables. Il ressort des consultations menées depuis l'approbation de la nouvelle politique que les besoins de formation varient beaucoup d'un partenaire à l'autre. À l'application d'un programme de formation à part entière, il semble préférable d'intégrer au maximum la nouvelle politique de suivi et d'évaluation aux formations et programmes d'orientation existants. Aucune proposition n'est donc soumise à l'examen du Conseil à ce stade.

7. Le processus de consultation avec les acteurs du suivi et de l'évaluation au FEM se poursuit comme prévu. Le problème sera notamment de travailler avec des évaluateurs indépendants dans les pays bénéficiaires. Le Bureau étudiera la possibilité de faire appel aux moyens nationaux d'évaluation en créant un réseau les associant à ce travail. L'atelier international prévu sur l'évaluation du développement durable jouera un rôle important à cet effet.

8. Le Bureau a adopté de nouveaux modes de publication et de diffusion de ses produits. Deux séries de publications (Rapports d'évaluation et Documents d'évaluation) ont été lancées et de nouveaux résumés des évaluations (*Signposts*) sont désormais disponibles. Le Bureau continuera de s'intéresser à la manière d'exploiter pleinement les potentialités des nouveaux outils.

9. Le Bureau participe à diverses rencontres et manifestations internationales sur l'évaluation afin de tirer profit des nouveaux procédés, des normes internationales applicables et des possibilités de collaboration et d'interaction. Les activités de suivi et d'évaluation du FEM en bénéficient doublement. D'une part, les normes internationales les plus rigoureuses peuvent continuer d'être appliquées. D'autre part, il ressort de l'Évaluation conjointe du cycle des activités et des modalités applicables que des gains d'efficacité considérables peuvent résulter d'une collaboration internationale, chaque fois qu'elle est possible.